

Comité directeur sur les médias et la société de l'information – CDMSI



CDMSI(2017)010

23/07/2017

12e réunion du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

20 – 23 juin 2017

(Strasbourg, Palais de l'Europe, salles 5, 9 and 8)

Rapport abrégé de la réunion

Le CDMSI a tenu sa 12ème réunion du 20 au 23 juin 2017, à Strasbourg sous la présidence de Elfa Ýr Gylfadóttir (Islande). Il a adopté son ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II. La répartition des sexes était la suivante : 66 participants, 35 hommes (53%) / 31 femmes (47 %).

Points pour l'information du Comité des Ministres

Le CDMSI a pris note des informations sur les travaux en cours du Comité d'experts sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété (MSI-MED) apportées par son vice-président, Pierre-François Docquir. Il a examiné la deuxième version révisée d'un projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété et a suggéré des modifications qui seront prises en compte par le Comité d'experts à sa prochaine réunion. L'objectif est de présenter un projet final à l'approbation du CDMSI à sa 13è réunion plénière en décembre 2017. Le CDMSI a également examiné la version révisée d'un projet d'étude de faisabilité pour un instrument normatif sur la couverture médiatique d'élections avec un accent particulier sur l'égalité des genres et d'un projet d'étude de faisabilité sur l'utilisation d'internet dans les campagnes électorales. Il a jugé que ce dernier texte abordait un sujet particulièrement d'actualité. Il a aussi formulé des recommandations pour la finalisation des projets afin de pouvoir les adopter lors de sa réunion plénière de décembre 2017.

Le CDMSI a pris note des informations sur les travaux en cours du Comité d'experts sur les intermédiaires d'internet (MSI-NET) sur deux projets attendus apportées par sa vice-présidente Karmen Turk. Il a examiné la deuxième version révisée d'un projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les rôles et les responsabilités des

intermédiaires d'internet, a formulé des orientations et des suggestions de modifications qui seront prises en compte par le Comité d'experts dans son processus de révision. De plus, il a marqué son accord sur un calendrier proposé pour une consultation multi-parties prenantes à réaliser pendant l'été. Par ailleurs, le CDMSI a exprimé soutien et appréciation sur la version révisée d'un projet de rapport sur les dimensions des droits de l'homme des techniques de traitements automatisés des données (en particulier les algorithmes) et de possibles implications en matière de régulation. Les commentaires formulés seront pris en compte par le Comité d'experts dans son processus de révision.

Le CDMSI a discuté de sujets possibles pour une Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information sur la base de suggestions faites par le Bureau. Il a accueilli avec gratitude la proposition faite par Chypre de l'accueillir. Il est convenu que "Menaces sur la démocratie" en serait le thème général et que les rapports annuels du Secrétaire Général, notamment le plus récent de 2017, pourraient servir de source d'inspiration. Il est convenu d'examiner un calendrier et toutes les modalités nécessaires avec la délégation chypriote dans les prochains mois afin de préparer une proposition complète. Les délégations ont été encouragées à faire part de leurs suggestions de thèmes et de format au secrétariat d'ici septembre 2017.

De plus, le Comité a discuté des thèmes pour ses futurs travaux dans le cadre de son mandat pour 2018-2019 suivant les priorités figurant dans le 4^e rapport du Secrétaire Général, *Démocratie, droits de l'homme et État de droit 2017 - Populisme, le système de contre-pouvoirs est-il suffisamment puissant en Europe ?* Les membres ont mentionné, comme sujets particulièrement importants : l'intelligence artificielle, les algorithmes, les technologies émergentes, la désinformation, les discours d'intolérance et de haine, notamment sur les réseaux sociaux et le rôle des médias pour faire contrepoids à ces tendances qui sapent les sociétés inclusives, à travers des médias éthiques, un journalisme de qualité et une réflexion en profondeur sur comment renforcer l'éducation aux médias dans l'environnement des nouveaux médias. L'approche stratégique suivie par le Conseil de l'Europe dans le mandat actuel pour un équilibre entre travail normatif, mise en œuvre et réactivité accrue aux nouveaux défis devrait être préservée. La promotion d'un écosystème d'information pluraliste, diversifié et éthique, indispensable pour renforcer la stabilité démocratique, protéger la liberté des médias et de l'internet tout en combattant le terrorisme, lutter contre le populisme et promouvoir une contribution active et positive des médias à l'intégration des réfugiés et des migrants devrait être au cœur des futures activités du CDMSI. Les travaux sur la sécurité des journalistes devraient être poursuivis. Le Comité a également unanimement insisté sur la nécessité d'avoir un soutien de la part de comités d'experts qui permettent des discussions en profondeur et la meilleure implication structurée de toutes les parties-prenantes.

Comme suite à un questionnaire envoyé à tous ses membres sur la pertinence de la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière et le souhait des membres d'aborder le sujet de sa possible révision, le CDMSI a débattu en présence de Marcel Boulogne, Chef de secteur « Services des médias audiovisuels » à la Commission européenne. La plupart des délégués ont réitéré la nécessité d'une révision de la Convention et ont appelé le Comité des Ministres à engager un dialogue avec la Commission européenne pour débloquer la situation. Dans le même temps, de fortes préoccupations ont été exprimées devant le fait qu'aucune ressource n'ait été affectée à la Convention depuis 2011. La Présidente a fortement encouragé toutes les délégations qui ne l'ont pas encore fait à répondre au questionnaire.

Le CDMSI a aussi eu un échange de vues substantiel avec Marcel Boulogne sur la révision en cours de la Directive sur les services de médias audiovisuels (AVMSD).

Le CDMSI a discuté des conclusions d'un Colloque tenu la veille de sa réunion, le 19 juillet, sur « *le rôle des acteurs des médias dans la lutte contre le terrorisme* » et a félicité le Conseil de l'Europe pour la pertinence, le haut niveau et la qualité de cet événement.

Il a tenu un échange de vues avec l'Ambassadeur Corina Călugăru, Coordinateur thématique du Comité des Ministres sur la politique de l'information sur ses activités et est convenu de régulièrement répéter de tels échanges d'information et de coopération.

Il a salué la publication de l'étude "*Journalists under Pressure – Unwarranted interference, fear and self-censorship in Europe*" qui a été jugée très à propos, et a pris note de la préparation de sa seconde étape sous la forme d'une étude qualitative sur le même sujet. Il a aussi exprimé ses préoccupations devant l'absence de nomination d'un nouveau représentant pour la liberté des médias à l'OSCE, ce qu'il voit comme une forme d'interférence avec la liberté des médias.

Le CDMSI a discuté de la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur la gouvernance d'internet 2016-2019, en particulier des progrès dans la formalisation d'une collaboration avec l'industrie de l'internet. Cela pourrait prendre la forme d'un échange de lettres à proposer au Comité des Ministres. Il a également pris note de l'importante participation du Conseil de l'Europe à l'édition 2017 d'EuroDIG (Tallinn, 6-7 juin 2017) et du FGI (Genève, 18-21 décembre 2017). Le Comité a aussi salué la contribution substantielle du Conseil de l'Europe à l'ICANN, en particulier sur le sujet de la protection des données et a exprimé sa satisfaction d'apprendre que les sujets liés aux droits de l'homme étaient maintenant pleinement pris en compte dans les discussions à l'ICANN.

Les délégués et les observateurs se sont félicités de deux et bientôt trois nouvelles organisations partenaires de la Plateforme pour la promotion du

journalisme et la sécurité des journalistes, ainsi que des récentes évolutions techniques, mais ont réitéré leurs préoccupations devant le faible nombre de réponses de la part des États membres aux alertes publiées, de même que sur l'avenir de la Plateforme.

Le CDMSI a tenu un échange avec une représentante de l'organisation IFEX qui a soumis une candidature au statut d'observateur auprès du Comité et a décidé à l'unanimité d'accorder à IFEX le statut d'observateur demandé.

Notant l'absence de quorum, le CDMSI a finalisé le rapport abrégé de la réunion et est convenu que, sans objection ou commentaire d'ici le 30 juin en fin de journée, il serait considéré adopté.

De plus, le CDMSI a traité les questions suivantes :

Le CDMSI :

- a pris note de l'information donnée par M. Patrick Penninckx, chef du service de la société de l'information, sur les activités du Conseil de l'Europe ;
- s'est félicité de l'information sur les activités de coopération en cours et à venir ;
- a pris note d'initiatives prises par certains des États membres pour la mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe, en Autriche sur le travail entrepris pour évaluer le niveau de liberté d'internet, en Arménie sur une nouvelle loi sur la liberté d'expression, en Bosnie Herzégovine sur une initiative portant sur l'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication et aux contenus radiodiffusés à destination des personnes souffrant de handicap et avec des besoins particuliers, en Grèce sur la protection de l'égalité des genres et sur la protection de la sécurité des journalistes, et en Ukraine sur sa doctrine sur la sécurité de l'information. Il a aussi pris note d'une déclaration adoptée par IBRAF dans le cadre de l'OIC sur le rôle des médias dans la promotion de la tolérance et la lutte contre le terrorisme et l'islamophobie.
- a salué l'organisation d'une conférence sur « *Promouvoir un dialogue entre la Cour européenne des droits de l'homme et les défenseurs de la liberté des médias* », le 24 mars 2017 et a pris note de ses conclusions ;
- a pris note de l'information apportée par le secrétariat sur la mondialisation de la Convention 108, l'état des lieux de sa

modernisation et sur les travaux en cours du Comité sur la Convention sur l'utilisation des données personnelles par la police et sur les données personnelles relatives à la santé ; il a aussi pris note des initiatives prises dans le contexte des politiques de l'ICANN, notamment l'organisation d'un événement « *game changer* » à l'ICANN58 : « *la journée vie privée* » ;

- a pris note du 4^e Rapport annuel du Secrétaire Général sur la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit 2017 - *Populisme, le système de contre-pouvoirs est-il suffisamment puissant en Europe ?*
- a pris note de la situation des observations qu'il a préparées et finalisées suivant une procédure écrite sur la Recommandation 2098(2017) de l'APCE " Mettre fin à la cyber discrimination et aux propos haineux en ligne " et la Recommandation 2102(2017) de l'APCE "Convergence technologique, intelligence artificielle et droits de l'homme"; il a aussi pris note de la réponse du CM à la Recommandation 2085(2016) de l'APCE "Renforcer la protection et le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe", à la Recommandation 2089(2016) de l'APCE " Les droits de propriété intellectuelle à l'ère numérique " et à la Recommandation 2097(2017) de l'APCE "Attaques contre les journalistes et liberté des médias en Europe" ;
- a pris note de la situation des observations qu'il a préparées et finalisées suivant une procédure écrite sur la Recommandation 398(2017) du CPLRE " Le libre accès aux données = amélioration des services publics" ;
- a pris note de la situation des observations qu'il a préparées et finalisées suivant une procédure écrite sur le projet de recommandation du CODEXTER sur "Les terroristes agissant seuls" ; sur le projet de recommandation du CAHENF sur des lignes directrices détaillées pour permettre, protéger et favoriser l'accès des enfants à leurs droits sur internet en toute sécurité, et sur le projet de recommandation du CDCPP sur les méga données au service de la culture, du savoir et de la démocratie ;
- a tenu un échange de vues avec un représentant de la Conférence des ONGI sur les conclusions de la session d'hiver de la Conférence et sur les sujets qui seront abordés lors de la session d'été, ainsi que sur des efforts pour une coopération mutuelle ;
- a tenu un échange de vues avec un membre du secrétariat du Comité de l'APCE sur la culture, la science, l'éducation et les médias sur les activités du Comité et sa collaboration avec le CDMSI, avec un membre du secrétariat du Comité directeur pour les droits de

l'homme (CDDH), avec le co-secrétaire du CODEXTER et avec un représentant de l'Observatoire européen de l'audio-visuel. Il a pris note d'une l'information sur les travaux d'autres comités et organes du Conseil de l'Europe, notamment le Rapport d'activités 2016 du Commissaire aux droits de l'homme et l'adoption par le Comité des Ministres d'une recommandation relative à la réglementation juridique des activités de lobbying dans le contexte de la prise de décision publique ;

- a pris note d'une information apportée par certains de ses membres sur leur participation à des activités, réunions et manifestations pertinentes pour les questions de médias et de l'internet, en particulier la conférence " Liberté d'expression en ligne : Evolution de la jurisprudence européenne et activités normatives à l'ère numérique", organisée à Nicosie (Chypre) le 28 avril 2017, une conférence sur "Droits de l'homme : une réalité pour tous" (Nicosie, Chypre 27-28 mars 2017) et la réunion plénière du T-CY (7-9 juin 2017) ; en ce qui concerne cette dernière réunion, le CDMSI a convenu de continuer à suivre les travaux du T-CY et d'y participer ;
- a pris note de l'information délivrée par la déléguée de Malte sur la présidence sortante du Conseil de l'UE ainsi que de l'information délivrée par le délégué estonien sur la future présidence ;
- a pris note de l'information sur le prochain Forum mondial de la démocratie et son thème général « Médias, amis ou ennemis de la démocratie ? » (Strasbourg, 8-10 novembre 2017)

APPENDIX I**Meeting agenda****1. Ouverture de la réunion****2. Adoption de l'ordre du jour**

CDMSI(2017)OJ1 *Projet d'ordre du jour*

3. Activités normatives**3.1 Comité d'experts sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété (MSI-MED)**

[MSI-MED\(2017\)04](#) *Rapport de la 3^e réunion du MSI-MED (29-30 mars 2017)*

[MSI-MED\(2016\)09rev2](#) *Projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété (version révisée)*

[MSI-MED\(2016\)10rev](#) *Projet d'étude de faisabilité sur l'utilisation de l'internet dans les campagnes électorales (version révisée)*

[MSI-MED\(2016\)11rev](#) *Projet d'étude de faisabilité sur un instrument normatif sur la couverture médiatique des élections avec un accent particulier sur l'égalité des genres (version révisée)*

3.2 Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET)

[MSI-NET\(2017\)04](#) *Rapport de la 3^e réunion du MSI-NET (27-28 mars 2017)*

MSI-NET(2016)05rev2 *Projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les rôles et responsabilités des intermédiaires d'internet (version révisée au 5 mai)*

[MSI-NET\(2016\)06rev](#) *Projet d'étude sur les dimensions droits de l'homme des techniques de traitement automatisées (en particulier des algorithmes) et sur de possibles options de réglementation (version révisée)*

[MSI-NET\(2017\)03](#) *Feuille de route du MSI-NET (en anglais)*

4. Activités de coopération

[MEDIA_COOP\(2017\)01](#) *Projets terminés et en cours dans le domaine des médias et de la liberté d'expression*

[Colloque](#) *Colloque sur le rôle des acteurs des médias face au terrorisme - 19 Juin 2017, Strasbourg*

5. Mise en œuvre des normes adoptées par le Conseil de l'Europe et bonnes pratiques

5.1 Conférence « Promouvoir un dialogue entre la Cour européenne des droits de l'homme et les défenseurs de la liberté des médias »

[Conférence](#)

Conférence « Promouvoir un dialogue entre la Cour européenne des droits de l'homme et les défenseurs de la liberté des médias » (24 mars 2017, Strasbourg)

5.2 Initiatives dans les États membres**5.3 Peur dans le journalisme – nouveau titre : "Journalists under Pressure – Unwarranted interference, fear and self-censorship in Europe"****5.4 Plateforme pour renforcer la promotion du journalisme et la sécurité des journalistes**[Plateforme](#)

Plateforme

5.5 Gouvernance de l'internet[Stratégie](#)

Stratégie du Conseil de l'Europe pour la Gouvernance de l'internet 2016-2019

[CDMSI\(2017\)Misc2](#)

Tableau de suivi de la mise en œuvre des actions et activités (en anglais)

[EuroDIG](#)

Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (6-7 juin 2017, Tallin,)

[IGF](#)

Forum sur la Gouvernance de l'internet (18-23 déc. 2017, Genève)

ICANN

[DGI\(2016\)17](#)

Report – Applications to ICANN for community-based top level domains (gTLDs)

6. Convention européenne sur la télévision transfrontière[CDMSI\(2017\)004](#)

Note d'information sur la révision de la Convention européenne sur la télévision transfrontière (CETT)

[CDMSI\(2017\)Misc1rev](#)

Résumé révisé des réponses reçues au questionnaire sur la révision de la Convention européenne sur la télévision transfrontière (CETT)

7. Protection des données[T-PD-BUR\(2017\)41RAP](#)

Rapport de la 41e réunion du Bureau du T-PD (29-31 mars 2017)

[T-PD34\(2017\)OJ](#)

Projet d'ordre du jour de la 34ème réunion plénière du T-PD (19 au 21 juin 2017)

[T-PD-BUR\(2017\)1](#)

Lignes directrices sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel à l'ère des méga données

[Site web de la conférence](#)

Conférence de printemps des autorités de protection des données 2017 (27-28 avril, Limassol, Chypre)

<http://www.coe.int/fr/web/data-protection/home>

ICANN58

8. Travaux d'autres institutions et organes du Conseil de l'Europe**8.1 Initiatives du Secrétaire Général**

[Lien](#) *4^e Rapport annuel du Secrétaire Général sur l'état de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit 2017 – Populisme, le système de contre-pouvoirs est-il suffisamment puissant en Europe ?*

8.2 Comité des Ministres

[Lien vers la conférence](#) *Conférence : Liberté d'expression en ligne : Évolution de la jurisprudence européenne et activités normatives à l'ère numérique, (28 avril 2017, Nicosie)*
[Rapport de participation](#) *Rapport de participation par Matthias Traimer (en anglais)*

[TC/INF](#) *Coordinateur thématique sur la politique de l'information*

8.3 Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

[PACE Rec 2085 \(2016\)](#) *Recommandation 2085 (2016) de l'APCE "Renforcer la protection et le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe"*
[CDMSI\(2016\)002rev](#) *Observations du CDMSI sur la Rec 2085 (2016) de l'APCE*
[CM/AS\(2017\)Rec2085-final](#) *Réponse du Comité des Ministres*

[PACE Rec 2089 \(2016\)](#) *Recommandation 2089 (2016) de l'APCE « Les droits de propriété intellectuelle à l'ère numérique »*
[CDMSI\(2016\)004](#) *Observations du CDMSI sur la Rec 2089 (2016) de l'APCE*
[CM/AS\(2016\)Rec2089-final](#) *Réponse du Comité des Ministres*

[PACE Rec 2097 \(2017\)](#) *Recommandation 2097 (2017) de l'APCE – "Attaques contre les journalistes et la liberté des médias en Europe"*
[CDMSI\(2017\)002Rev](#) *Observations du CDMSI sur la Rec 2097 (2017)*

[PACE Rec 2098 \(2017\)](#) *Recommandation 2098 (2017) – « Mettre fin à la cyber discrimination et aux propos haineux en ligne »*
[CDMSI\(2017\)003](#) *Observations du CDMSI sur la Rec 2098(2017)*

[PACE Rec 2102 \(2017\)](#) *Recommandation de l'APCE « La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme »*
[CDMSI\(2017\)011rev](#) *Observations du CDMSI sur le Rec. 2102 (2017) de l'APCE*

8.4 Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

[Recommandation 398\(2017\)](#) *Recommandation 398(2017) Le libre accès aux données = amélioration des services publics*
[CDMSI\(2017\)007](#) *Observations du CDMSI sur la Recommandation 398(2017)*

8.5 Commissaire aux droits de l'homme

[CommDH\(2017\)3](#) *Rapport d'activité annuel 2016 du Commissaire aux droits de l'homme*

8.6 Conférence des OING du Conseil de l'Europe[Session d'hiver](#)Session d'hiver - Strasbourg, 23 - 27 janvier 2017
Conférence des OING**8.7 Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER)**[CODEXTER TAA \(2017\) 1rev3](#)Projet de recommandation sur "Les terroristes agissant seuls"
Projet d'observations du CDMSI sur le projet de
recommandation sur « Les terroristes agissant seuls »[CDMSI\(2017\)008](#)**8.8 Comité directeur sur les droits de l'homme (CDDH)**[CDDH-EXP\(2017\)02](#)Projet d'analyse de la jurisprudence pertinente de la Cour
européenne des droits de l'homme en matière de liberté
d'expression**8.9. Comité ad hoc sur les droits de l'enfant (CAHENF)**

CAHENF-IT(2017)1REV1ADD1

Projet de recommandation [Comprehensive] Guidelines to
empower, protect and support children's [safe access to their
rights on the Internet] [rights in the digital environment] (en
anglais seulement)[CDMSI\(2017\)009](#)Observations du CDMSI sur le projet de recommandation ci-
dessus**8.10. Comité directeur pour la culture, le patrimoine et le paysage (CDCPP)**[CDCPP-BU\(2017\)5](#)revProjet de recommandation du Comité des Ministres aux États
membres sur les méga données au service de la culture, du
savoir et de la démocratie[CDMSI\(2017\)006](#)Observations du CDMSI sur le projet de recommandation sur
les méga données au service de la culture, du savoir et de la
démocratie**8.11 Comité européen de coopération juridique (CDCJ)**[CM/Rec\(2017\)2](#)Recommandation du Comité des Ministres aux États membres
relative à la réglementation juridique des activités de lobbying
dans le contexte de la prise de décision publique**8.12 Observatoire européen de l'audio-visuel**[OEA](#)Site web de l'Observatoire européen de l'audio-visuel et
communiqués de presse**8.13 Participation de membres du CDMSI à des réunions et manifestations**[Site web de la conférence](#)Conférence "Droits de l'homme : une réalité pour tous" 27-28
mars 2017, Nicosie, Chypre[Rapport](#)

Rapport de participation par Elfa Ýr Gylfadóttir (en anglais)

[Ordre du jour](#)17^e réunion plénière du T-CY (7-9 juin 2017)[Rapport de participation](#)

Rapport de participation par Emir Povolakić (en anglais)

9. Autres organisations

Union européenne

9.2 Présidence de l'Union européenne actuelle et future**9.2 Directive sur les Services de médias audio visuels**

10. Programme et méthodes de travail du CDMSI

Réflexion sur une future conférence des ministres responsables pour les médias et la société de l'information

[Résolution CM/Res\(2011\)7](#)

Résolution CM/Res(2011)7 du Conseil de l'Europe sur les conférences du Conseil de l'Europe des ministres spécialisés

[CDMSI\(2016\)Misc6rev](#)

Document de discussion une future conférence des ministres responsables pour les médias et la société de l'information, préparé par le secrétariat

11. Candidature au statut d'observateur

[Candidature](#)

Candidature d'IFEX au statut d'observateur auprès du CDMSI (en anglais)

12. Points divers

13. Rapport abrégé de la réunion

CDMSI(2017)010

Rapport abrégé de la réunion

APPENDIX II**LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

Total number of participants : 66
 Gender distribution : 35 men (53%) / 31 women (47%)
 Parité entre hommes / femmes : 35 hommes (53%) / 31 femmes (47%)

ARMENIA / ARMENIE

Ms Kima Khachatryan
 First Degree Specialist
 Department of Information and Public Relations - Ministry of Justice of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Matthias Traimer
 Federal Chancellery, Media Affairs and Information Society, Federal Chancellery, Constitutional Service

AZERBAIJAN

Ms Jeyran Amiraslanova
 Senior Adviser of the Administration of the President

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Emir Povolakić
 Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications Regulatory

BULGARIA / BULGARIE

Ms. Nelly Stoyanova
 Head of Information Society Policy Department - Ministry of Transport, IT and Communications

CYPRUS / CHYPRE

Ms Sofia (Sunny) Papadimitriou Tofa
 Press and Information Officer, Ministry of Interior

Ms Sophia A. Michaelides
 Director, Press and Information
 Ministry of Interior

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Artus Rejent
 Media and Audio-vision Department, Ministry of Culture

ESTONIA / ESTONIE

Mr Mati Kaalep
 Adviser of Audiovisual Affairs of Estonian Ministry of Culture

FRANCE

Ms Joanna Chansel
 Bureau des affaires européennes et internationales
 Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles
 Ministère de la Culture et de la Communication

M. Julien Plubel
 Rédacteur
 Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche, Pôle de l'audiovisuel extérieur

GEORGIA / GEORGIE

Mr George Paniashvili
 Deputy Director, International Law Department
 Ministry of Foreign Affairs of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Wolfgang Martin Wohnhas
Federal Government Commissioner for Culture and the Media

Ms Annick Kuhl

Representation of the Free State of Bavaria to the EU

GREECE / GRECE

Ms Ioanna Nastou
Ministry of Digital Policy, Telecommunications and Media

Ms Marina Papanastasiou
Ministry of Digital Policy, Telecommunications and Media

HUNGARY / HONGRIE

Mr György Ocskó
International Legal Adviser, National Media and Infocommunications Authority

ICELAND / ISLANDE

Ms Elfa Ýr Gylfadóttir (Chair / Présidente)
Media Commission, Ministry of Education, Science and Education

IRELAND / IRLANDE

Mr Eanna O'Conghaile

ITALY / ITALIE

Mr Pierluigi Mazzella
Director General, Agency for the right to university education, Professor of Information and Communication, University of Rome

LATVIA / LETTONIE

Mr Andris Mellakauls
Information Space Integration, Ministry of Culture

LIECHTENSTEIN

Mr Martin Hasler

LITHUANIA

Mr Deividas Velkas
Head of Public Information Policy Division, Department of Cultural Policy
Ministry of Culture of the Republic of Lithuania

Luxembourg

Ms Carole Nuss
Le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg
Ministère d'État - Service des médias et des communications

MALTA / MALTE

Mrs Maria Mifsud
Office of the Permanent Secretary
Ministry of the Economy, Investment and Small Business

MOLDOVA / MOLDAVIE

Mr Serghei Mihov
Counsellor, Global Affairs and Human Rights Division , General Directorate for Multilateral Cooperation, Ministry of Foreign Affairs and European Integration of the Republic of Moldova

MONACO

M. Serge Robillard
Chef de Division, Direction des Communications Électroniques, Principauté de Monaco

MONTENEGRO

Mr Ranko Vujovic
Executive Director, UNEM

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Nol Reijnders
Senior Adviser for Media Policy

Ms Pien van den Eijnden
Senior legal adviser
Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Constitutional Affairs and Legislation, Constitutional Affairs

Ms Noor Huijboom
Policy direction
Information Society and Government of the Ministry of the Interior

NORWAY / NORVEGE

Ms Ingvil Conradi Andersen
Senior adviser LL.M, Ministry of Culture
Department of Media Policy and Copyright

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION RUSSIE

Mr Nadzhaf Abdullaev
Senior Councillor
MFA Press and Information Department

SAN MARINO / SAINT MARIN

Excused / Excusé

SERBIA / SERBI

Excused / Excusé

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Skender Adem
Undersecretary, Ministry of Culture of Republic of Slovenia

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Olga Davalová
Deputy Director of the Media Law and Audiovisual Unit; Media, Audiovisual and Copyright Department, Ministry of Culture of the Slovak Republic

SWEDEN / SUEDE

Ms Johanna Lantz
Desk Officer, Division for Media and Film, Ministry of Culture

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Thomas Schneider
Director of International Affairs
Federal Office of Communications OFCOM

Ms Livia Walpen
Federal Office of Communications OFCOM

„FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA „/ „EX-REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE“

Ms Vesna Poposka
Head of International PR Department, Government of the Republic of Macedonia, PR Department

TURKEY / TURQUIE

Mr Mehmet Bora Sönmez
Expert, International Relations Department
Radio and Television Supreme Council

Mr. Esat Çiplak
Vice Chairman of Radio and Television Supreme Council

Mr. Süleyman Demírkan
Member of Radio and Television Supreme Council

UKRAINE

Ms Olha Herasymiuk
First Deputy Chair of the National Council of Ukraine for Television and Radio Broadcasting

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Mark Carvell
Head of Global Internet Governance Policy Internet & International Directorate

Ms Kathleen Stewart
Head of International Broadcasting Policy

* * *

OBSERVERS/PARTICIPANTS

CDMSI Sub-committee of experts on Media Pluralism and Transparency of Media Ownership (MSI-MED)

M. Pierre François Docquir

CDMSI Sub-committee of experts on Internet intermediaries (MSI-NET)

Ms Karmen Turk

ASSOCIATION OF EUROPEAN JOURNALISTS (AEJ) / MEDIA FREEDOM REPRESENTATIVE

Mr William Horsley - Media Freedom Representative

BELARUS

Ms Maria Vanshina
Deputy Press-Secretary
Head of Media Department, Ministry of Foreign Affairs of Belarus

BLACK SEA REGULATORY AUTHORITIES FORUM (BRAf)

Mr Dragos Vicol
Chairman of the Coordinating Council of Audiovisual, BRAf Forum

CONFERENCE OF INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Didier Schretter
Member of the Standing Committee - Vice-chair Education and Culture Committee

CONFERENCE PERMANENTE DE L'AUDIOVISUEL MEDITERRANEAN (COPEAM)

M. Hervé de Haro
Directeur de France Bleu Alsace, vice-président de la COPEAM

EUROPEAN ASSOCIATION FOR VIEWERS INTERESTS (EAVI)

Mr Paolo Celot
Director and Secretary General

EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY / OBSERVATOIRE EUROPPENNE DE L'AUDIOVISUAL

Ms Maja Cappello
Head of Department for Legal Information

EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU)

Mr Michael Wagner
Head of Media and Communications Law, Legal Department

Mr Giacomo Mazzonne
Head of Institutional Relations, Public Affairs & Communications

EUROPEAN COMMISSION

M. Marcel Boulogne
Head of Sector "Audiovisual Media Services", European Commission.

HOLY SEE / SAINT SIEGE

Dr Michael Lukas - Episcopal Press Office

ICANN

Mr Nigel Hickson, UN and IGO Engagement

IFEX

Ms Silvia Chocarro, Global Advocacy Strategist

MEXICO / MEXIQUE

Madame la Députée Sofía González Torres

Madame Lorena Alvarado Quezada

Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe.

MOROCCO / MAROC

Mme Chanaz El Akrichi

Chef de Division de la Coopération, Ministère de la Communication

Mme Meriem Khatouri

Directrice des Etudes et du Développement des médias, Ministère de la Communication

* * *

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

THEMATIC CO-ORDINATOR ON INFORMATION POLICY (TC-INF)

Ms Corina Călugăru

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Eugen Cibotaru

Committee on Culture, Science, Education and Media

**Information Society and Action against Crime, Directorate General Human Rights and
Rule of Law**

Mr Kristian Bartholin

Deputy Head of Counter-Terrorism Division, Co-secretary of CODEXTER

Council of Europe Steering Committee for Human Rights (CDDH)

Ms Merete Bjeregaard

Consultative Committee T-PD

Ms Sophie Kwasny

Mr Peter Kimpian

Ms Anne-Sophie Gontchala

* * *

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Clarissa Worsdale

Ms Martine Caraly

Ms Pascale Michlin

* * *

SECRETARIAT

Mr Patrick Penninckx, Head of Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Silvia Grundmann, Head of Media and Internet Division, Directorate General of Human Rights and Rule of Law, Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society

Ms Urška Umek, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Charlotte Altenhöener-Dion, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Lejla Dervisagic, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Małgorzata Pek, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Elena Lopatina, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Christina Lamprou, Administrator, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Julia Whitham, Assistant, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law